Médiévales

Langues, Textes, Histoire

65 | automne 2013

Le couple dans le monde franc

Pierre PRÉTOU, *Crime et justice en Gascogne à la fin du Moyen Âge (1360-1526)*

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 364 p.

Frédéric Boutoulle

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/7153>

DOI : 10.4000/medievales.7153

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2013

Pagination : 203-205

ISBN : 978-2-84292-396-9

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Frédéric Boutoulle, « Pierre PRÉTOU, *Crime et justice en Gascogne à la fin du Moyen Âge (1360-1526)* », *Médiévales* [En ligne], 65 | automne 2013, mis en ligne le 20 janvier 2014, consulté le 23 avril 2022.
URL : <http://journals.openedition.org/medievales/7153> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.7153>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Pierre PRÉTOU, *Crime et justice en Gascogne à la fin du Moyen Âge (1360-1526)*

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 364 p.

Frédéric Boutoulle

RÉFÉRENCE

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 364 p.

- 1 Issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2004 sous la direction de Claude Gauvard qui en signe la préface, *Crime et justice en Gascogne* apporte à la connaissance de cette « société à maisons dominantes », pour reprendre un trait de civilisation souligné par les travaux de Benoît Cursente et d'Hélène Couderc-Barraud, une contribution de poids, nourrie d'une documentation que n'avaient pas à ce point exploitée ces deux derniers auteurs : les sources judiciaires françaises. Le corpus de Pierre Prétou est fait de 846 lettres de rémission des rois de France entre 1302 et 1568, complétées par des sondages dans les fonds régionaux, principalement dans les séries E des Archives départementales (titres de familles et minutiers), à travers lesquelles se dévoile le poids de la justice de la maison. L'espace de l'étude, dont sont exclus Bordeaux et Toulouse, a été retenu car il s'agit d'une « zone de dépression des souverainetés » propice aux soustractions de sujétion (Armagnac, Béarn) et où se lisent davantage les particularités gasconnes. Quant au cadrage chronologique, il est défini en amont par le traité de Brétigny, en aval par la tournée de François I^{er} de 1526, au retour de la captivité madrilène, à l'occasion de laquelle les larges libéralités accordées par le roi marquent l'aboutissement d'une normalisation judiciaire commencée plus tôt. L'ouvrage suit ainsi l'introduction des nouveautés judiciaires, le « stile de France », dans le sillage de la victoire des Valois sur le terreau des justices des maisons.

- 2 On adhère au parti pris de suivre les pratiques judiciaires davantage que les normes, même si les coutumes qui sont souvent citées (comme celle de Dax) auraient mérité d'être initialement recensées et leurs phases de rédaction/confirmation contextualisées. Tout au moins ce chantier scientifique est-il maintenant envisageable. L'ouvrage est agréable à lire. Le style est clair, incisif, alerte, porté par un indéniable sens de la formule. Les analyses quantitatives, appuyées sur une trentaine de graphiques et schémas pédagogiques, sont ponctuées d'un grand nombre d'études de cas, véritables tranches de vie, savoureuses et parfois rocambolesques.
- 3 Les neuf chapitres du livre suivent une progression en trois temps. Le premier, consacré à la justice des maisons, pose en quelque sorte le décor (chapitres 1 à 3). P. Prétou y analyse la prégnance de l'*oustau* gascon dans les conflits et leur résolution, comment le groupe humain soudé autour du *cap d'ostau* agit collectivement à l'occasion des conflits qui mettent en cause son honneur. Signalons, en complément d'une interrogation de l'auteur, que des coutumes octroient aussi au *senhor d'hostau* le droit de méfaire sur les habitants de la maison (*Livre des coutumes de Bordeaux*, n° 119, *Nouvelles coutumes de la Réole*). L'honneur qui est au cœur des conflits est considéré sous ses deux acceptions, puisque, dès lors que la légitimité des naissances est mise en cause par une injure, toute atteinte à la notoriété du groupe affecte l'intégrité du patrimoine familial. La publicité liée à la vindicte qui s'enclenche ensuite, par le choix des lieux, des moments et la recherche des « beaux faits », montre bien que le cycle vindicatoire ne se réduit pas à une justice privée. On fait alors grand usage des arbalètes dont le port est quasi coutumier : un suppliant sur cinq n'en porte pas, l'arme donne lieu à 31 % des homicides recensés (p. 50 et 76). Pour autant, et c'est aux yeux de P. Prétou un trait marquant de l'univers de ces groupements vicinaux, les maisons gasconnes recherchent les médiations pénales, les concordes, les arbitrages, les pactes, comme autant d'alternatives à la coercition ou aux sanctions exemplaires. La nouvelle lecture de la fresque de la chapelle de Lugaut est de ce point de vue particulièrement suggestive (p. 55). Il en découle une méfiance vis-à-vis des justices criminelles seigneuriales, « perçues comme des obstacles à la conclusion de la paix », et un maintien des pratiques ordaliques (serment purgatoire, duel) permettant d'écarter les voies du procès, de lever l'accusation criminelle et de contenir le cycle vindicatoire. Les procédures autoritaires sont réservées à ceux qui ne peuvent se réclamer des coutumes protectrices, c'est-à-dire les étrangers qui, faute de biens, n'ont pas d'honneur à mettre en jeu dans les compositions arbitrales. On réserve aussi l'usage de la coercition dans le déploiement de la force collective mise en branle par le cri de justice, « Biahore » (p. 87-94) : la traque des malfaiteurs qui mobilise les voisins donne lieu en toute impunité à des violations de domicile et des contraintes de corps. Mais en raison de l'indigence matérielle des justices communautaires (peu ou pas d'officiers, absence de juges, agents commissionnés, bourreaux d'occasion, pas de prisons), au terme de ces chasses à l'homme, les coupables sont livrés à la justice du prince. Aussi, les institutions communautaires se révèlent-elles incapables de poursuivre les formes de délinquance organisées ou qui ne s'exposent pas à la flagrance, comme la bande de Raimond Gagin parfaitement adaptée aux limites des ressorts judiciaires (p. 106).
- 4 Les perturbations sur ce système coutumier que génèrent la guerre de Cent Ans et les conflits féodaux qui l'accompagnent occupent la deuxième partie de l'ouvrage (chapitres 4, 5 et 6). Outre les grandes maisons nobiliaires (Armagnac, Foix-Béarn, Albret), les belligérants auxquels s'intéresse surtout P. Prétou sont les routiers, au

premier rang desquels les Écossais de Charles VII ainsi que leur chef Robin Petit Lo. La passionnante analyse de cette société militaire, dont la conception de l'honneur est incompatible avec celle des voisins, en fait un modèle d'anthropologie criminelle (p. 152-179). Mais finalement, face à des gens d'armes dont le *Livre de Vie* de Bergerac ou l'enquête de Casteljaloux (1379-1383) décrivent les sordides méthodes de prédation et que la création des compagnies d'ordonnance place plus directement au contact du monde des *ostaus*, les voisins ne restent pas sans réaction : à partir de 1447, le roi doit gracier ceux qui tuent ses soldats. Il lui faut aussi, pour contrer les justices locales ayant ses hommes d'armes en ligne de mire, jouer sur l'étiquetage criminel dans ses lettres de rémission en excusant les « excès de guerre », alors que, derrière l'étiquette de « rébellion », les mêmes violences de guerre servent à stigmatiser les cas de trahison ou de désobéissance, que les revers d'obéissance ont rendus inévitables et qui sont paradoxalement encore fréquents après 1461. À cette époque, l'inflation des qualifications de rébellion permet surtout d'opérer un vaste mouvement de confiscation des patrimoines dont les principaux bénéficiaires sont les fidèles du roi.

- 5 Les trois chapitres de la dernière partie détaillent les moyens judiciaires accompagnant les progrès de la souveraineté royale et qui viennent interférer sur les modes traditionnels d'organisation des sociétés locales. La progression de l'est vers l'ouest des juridictions royales est de ce point de vue particulièrement parlante, avec les jugeries dans les bastides de la Gascogne toulousaine, puis les sénéchaussées, la dernière en date étant celle des Lannes, confiées à des officiers royaux ayant compris que la miséricorde n'est pas de leur ressort. Autre levier de cette progression, les Parlements de Toulouse (1443) et celui de Bordeaux (1451 puis 1462), ainsi que les Grands jours de Bordeaux organisés à la suite de la suppression momentanée du Parlement en 1453. Par ces nouvelles institutions s'acclimate en Gascogne le « stile de France », c'est-à-dire la procédure d'office, les enquêtes et les contraintes de corps, mis en œuvre à l'encontre de sujets gascons offusqués de perdre leurs franchises judiciaires. Ce qui n'empêche pas, par un processus d'acculturation bien décrit, les consulats urbains de s'emparer de ces nouveautés, d'abord dans les cas de procès en sorcellerie de plus en plus fréquents après 1393 (ainsi ce bûcher érigé à Saint-Émilion en 1451), puis dans le traitement d'accusations plus communes comme le vol. Les lettres de rémission elles-mêmes suivent la même progression géographique, d'abord délivrées en Toulousain, ensuite pour la Gascogne occidentale, avec deux moments forts : pendant le voyage de Louis XI à Bordeaux et Bayonne en 1463, puis lors du retour de François I^{er} en 1526 (cartes p. 326, 330). La délivrance de la grâce se plaque ainsi sur des logiques militaires et politiques. Elle est, comme le résume P. Prétou, « un soutien à l'armée aussi utile que le ravitaillement et la solde ».
- 6 L'exploitation de ces lettres, à propos desquelles C. Samaran avait déjà observé le flot montant des cas gascons après 1443 et le début de la prise en main des pays de l'Adour, fait de *Crime et justice en Gascogne* un ouvrage indispensable pour comprendre, dans une optique d'anthropologie juridique, l'impact de la guerre de Cent Ans sur les sociétés locales. Il permet ce faisant de mieux apprécier les spécificités d'une société originale condamnée à rentrer dans le rang.